

1948 – 2008 : 60 ans d'exil pour les réfugiés palestiniens

Droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens



1948 : le peuple palestinien chassé de sa terre

Le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour avalise la création d'un foyer national juif sur la terre de Palestine. La Grande-Bretagne appuie ainsi la revendication coloniale sioniste, l'immigration massive de populations juives en vue de déposséder les arabes palestiniens de leurs territoires.

En 1918, la population juive constituait 8 % de la population totale de Palestine.

En 1948, la proportion s'élevait à 33%.

Le 29 novembre 1947, l'ONU décide du partage de la terre de Palestine (alors sous Mandat colonial britannique) sans consulter ses habitants pour la donner aux colons sionistes qui veulent y installer une entité raciste exclusivement réservée aux juifs et qu'ils nomment Israël.

A l'aide d'un plan militaire précis, le plan Dalet, les forces armées sionistes s'assurent, par la terreur contre les populations civiles palestiniennes, du contrôle de pratiquement toute la Palestine avant le retrait des forces Britanniques qui leur ont par ailleurs livré la majeure partie de leur armement.

Les villes et villages sont vidés de leur population arabe, chassée de sa terre par la terreur exercée par les bandes armées des nouveaux colons.

Deir Yassin, Lydda, Balad el Sheikh, Eilaboun, Ad-Dawayima, Jish, Safsaf, Majd al Kurum...sont autant de massacres planifiés pour terroriser la population. Des milliers de Palestiniens sont assassinés de sang froid, les autres sont expulsés en dehors des frontières de leur patrie.

« Il était maintenant debout et serrait contre lui sa dernière fille, la petite Fatma, qui regardait la Juive de ses grands yeux noirs. « Ta fille ? » Il hocha la tête avec inquiétude. Ses yeux brillaient sombrement. Le plus simplement du monde, la Juive leva sa mitraillette et la dirigea vers la tête de Fatma qui la fixait toujours de ses yeux noirs pleins d'étonnement. Un soldat juif arrivait juste à cet instant. La scène ayant attiré son attention, il se plaça devant moi pour me cacher la

suite ; mais j'entendis trois balles successives siffler distinctement. Ce que je pus voir, par la suite, c'est le visage d'Abou Othman, ravagé par une souffrance atroce. La tête de Fatma était penchée en avant ; de lourdes gouttes de sang coulaient entre ses cheveux pour s'épancher sur le sol brûlant. »

(Ghassan Kanafani, Vision de Ramallah, 1956)

Les puissances impérialistes occidentales, soucieuses de faire oublier leurs rôles dans le génocide des juifs

d'Europe, laissent se commettre cette injustice historique, l'expulsion des Palestiniens de leur terre.

Le 14 mai 1948, il ne reste en Palestine sur une population initiale de 1 400 000 Palestiniens, que 112 000 dans ce qui devient Israël, 423 000 se retrouvent avec Gaza et la Cisjordanie détachés de la Palestine et 854 000 autres commencent une vie d'exil dans 71 camps de réfugiés.

2008 : 9 millions de Palestiniens dont 4,5 millions de réfugiés

Aujourd'hui, en 2008, 5 millions de Palestiniens vivent en dehors des frontières de ce qui était leur territoire.

Quatre générations de Palestiniens vivent dans des camps de réfugiés, dans les pays arabes voisins de la Palestine : Jordanie, Syrie, Irak, Liban....soit 4,5 millions de réfugiés, la plus importante population réfugiée au monde.

Dans les pays où ils sont réfugiés, les Palestiniens sont soumis à des discriminations sociales et politiques.

L'administration et la gestion des camps ont été confiées par l'ONU à un organisme, l'UNRWA (Agence pour le travail et le secours des Nations Unies) dès 1950. Cet organisme continue à gérer administrativement les camps de réfugiés palestiniens en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban sans être une émanation du mouvement national palestinien. Développant un assistanat voulu et entretenu par les Nations Unies, l'UNRWA gère la misère des réfugiés sans y apporter la seule solution politique acceptable pour eux : le droit au retour sur leur terre spoliée.

Les camps en toile ont été remplacés par des constructions en béton mais la situation économique et

sociale des réfugiés palestiniens est toujours aussi précaire. Les installations sanitaires et électriques sont déplorables, les maladies infantiles dues à l'insalubrité des rues des camps, à la poussière et au manque d'infrastructures médicales suffisantes pour tous mettent l'enfance palestinienne en danger.

« Non, monsieur, n'essayez pas d'appeler votre secrétaire pour qu'il vous apporte le dossier où figurent tous les détails, importants ou pas, de ma vie. Vous voulez savoir quelque chose sur moi ? Cela vous intéresse ?

Alors, comptez sur vos doigts : ma mère est morte sous les décombres d'une maison que mon père avait construite pour elle à Safad. Mon père vit dans un autre pays et je ne peux aller le rejoindre, ni même lui rendre visite. J'ai un frère, monsieur, qui apprend l'humiliation dans les écoles de l'UNRWA, une sœur qui s'est mariée dans un troisième pays et qui ne peut nous revoir, ni mon père ni moi. J'ai un autre frère, monsieur, quelque part, je ne sais où...Vous voulez connaître mon crime ? »

(Ghassan Kanafani, La Terre des oranges tristes, 1962)



Les réfugiés palestiniens au Liban

Près de 400 000 réfugiés palestiniens vivent au Liban, soit 1/10 de la population totale de ce pays. Le gouvernement libanais a toujours déclaré que leur présence était temporaire et a donc gardé les camps dans une précarité délibérée. Contrairement à la Syrie et à la Jordanie, le Liban n'autorise ni l'extension, ni la modernisation des camps de réfugiés.

Douze camps officiels existent au Liban :

- deux au Nord-Liban (Beddawi et Nahr el Bared)
- quatre dans la région de Beyrouth (Dbayeh, Mar Elias, Chatila, Bourj el Barajneh)
- cinq au Sud-Liban (Mieh Mieh, Ein el Helweh, El-Bouss, Bourj el Shemali, Rashidieh)
- un dans la plaine de la Bekaa (Wawel)

D'autres camps existaient auparavant qui ont été détruits durant la guerre civile libanaise ou l'invasion israélienne de 1982 (Sabra, Tall el Zaatar).

Au Liban, les réfugiés palestiniens sont soumis à des restrictions professionnelles qui leur interdisent de pratiquer près de 70 métiers. L'accès aux professions juridiques, administratives et médicales leur est particulièrement impossible. Beaucoup de Palestiniens sont obligés de rendre de menus services, ou bien de travailler illégalement pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. C'est pourquoi, la situation des réfugiés palestiniens au Liban est jugée bien pire qu'en Syrie ou en Jordanie par exemple.

Face à cette détresse, les réfugiés palestiniens n'ont cessé de rappeler que la charité et la pitié ils n'en veulent pas.

Ils veulent que justice leur soit rendue et construire un avenir digne de ce nom pour les futures générations. C'est pourquoi, les camps voient une multitude de projets et d'activités se déployer pour l'enfance et la jeunesse. La culture et l'éducation sont des éléments clés de la résistance du peuple palestinien et de l'affirmation de son droit au retour en Palestine

occupée. Dans tous les camps de réfugiés du Liban, les enfants connaissent le nom du village ou de la ville dont leurs aînés ont été expulsés, ils gardent précieusement les clés des maisons dont on les a privé.

Ce sont ces projets et activités, issus de l'auto-organisation du peuple palestinien, qui doivent être soutenus partout dans le monde, en France en particulier. Il ne s'agit pas de décider à la place du peuple palestinien mais d'épauler ses propres choix sans conditions.

« Le téléphone a sonné très tôt. Je m'étais couché très tard. La voix à l'autre bout du fil était vive, bien réveillée, presque éclatante, très fière. Elle n'avait pas l'air d'avoir un problème de conscience. Je me suis dit – j'étais moitié endormi – c'est un homme qui se lève tôt. Rien ne le préoccupe pendant la nuit. Il m'a dit : « J'ai une idée, on va collecter des jouets d'enfants pour les envoyer aux camps de réfugiés en Jordanie, tu le sais, c'est la période des fêtes. J'étais toujours moitié endormi. Ces camps encore, ces tâches sur le front de notre aube fatigante, ces tissus déchirés qui flottent comme les drapeaux de la défaite, jetés par hasard sur les terrains de la boue, de la poussière et de la pitié. Mais tout cela est hors sujet.

L'homme à l'autre bout du fil m'a dit : « Un projet excellent, n'est-ce pas ? Tu vas nous aider. On veut une campagne médiatique dans ton journal. ». Et toujours à moitié endormi, le commentaire qu'il fallait a surgi soudain dans mon esprit : « Monsieur X a passé les vacances de Nouvel An à collecter des jouets pour les enfants réfugiés, un groupe de dames de l'élite de la société va les distribuer dans les camps. ». Mais les camps sont bien embourbés, les robes de cette saison sont courtes et les bottes sont blanches. Mais tout cela est hors sujet aussi. »

(Ghassan Kanafani, avant-propos de « Sur les hommes et les fusils », 1968)



La Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (FCGK)



La Fondation Culturelle Ghassan Kanafani a été créée le 8 juillet 1974, deux ans après l'assassinat de Ghassan Kanafani, écrivain, journaliste, artiste et porte-parole du Front Populaire de Libération de la Palestine. Elle dirige des jardins d'enfants et des centres habilités pour l'accueil des handicapés avec une capacité de 825 enfants dans les camps de réfugiés palestiniens et dans les zones défavorisées du Liban. Les programmes de la FCGK pour les enfants handicapés, les librairies pour enfants, les centres d'art et les clubs profitent à 500 autres enfants.

La Fondation est divisée en quatre comités : administration, pédagogie, prospection de fonds, création de projets. Au total, près d'une centaine d'employés travaillent pour les programmes et les projets de la FCGK, sans compter les nombreux bénévoles. Ses objectifs sont : publier le travail littéraire de Ghassan Kanafani en langue arabe et dans d'autres langues, créer et diriger des jardins d'enfants pour les petits de 3 à 6 ans et des centres habilités pour les enfants handicapés dans les régions défavorisées, créer et diriger des bibliothèques et des centres artistiques pour les enfants et les jeunes de 6 à 18 ans, intégrer les activités des enfants handicapés avec les autres enfants, former des employés et des enseignants, promouvoir des activités sociales et culturelles.

Les programmes des jardins d'enfants et des centres habilités de la FCGK sont fondés sur des principes pédagogiques mettant en œuvre l'expérimentation des enfants pour acquérir les savoirs (méthode holistique). Depuis 1974, la FCGK a créé 6 jardins d'enfants et 2 centres habilités pour handicapés situés dans ou près des camps de réfugiés palestiniens au Liban. Ils reçoivent environ 25 enfants dans leur programme quotidien. Dans 3 jardins d'enfants, le programme est mixte pour les enfants handicapés ou non. Cette politique est menée depuis plusieurs années. En 1994,

la fondation a commencé un programme d'intégration d'un petit groupe d'enfants aveugles avec d'autres enfants.

Plus de 7000 enfants ont été « diplômés » par les jardins d'enfants de la FCGK depuis 1974. Beaucoup d'entre eux sont maintenant des écoliers, d'autres encore sont à l'université, étudiants, professeurs, travailleurs et parents. Certains sont eux-mêmes devenus des enseignants de la Fondation.

La Fondation Culturelle Ghassan Kanafani est active dans la Coalition Internationale pour le Droit au Retour des réfugiés palestiniens.

Depuis 2004, la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani bénéficie d'un comité de soutien officiel en France, l'association « Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani » (AFCGK). Nous construisons une solidarité concrète des travailleurs ici en France avec les réfugiés palestiniens. Depuis notre création, nous avons collecté et fourni à la Fondation une aide concrète de 20 000 euros pour ses projets et activités avec les enfants.

Outre la collecte de fonds, nous organisons régulièrement des séjours au Liban (autofinancés par les participants), afin de permettre aux adhérents volontaires de découvrir le travail de la FCGK, d'approfondir nos relations avec les enseignant(e)s et le personnel des jardins d'enfants, d'apprendre de leur expérience et de la faire connaître en France. Déjà quatre séjours se sont déroulés, dont un de 4 mois et un d'un mois dans le camp de Beddawi.

Ces expériences ont renforcé notre conviction de la nécessité d'une aide matérielle concrète vis-à-vis des réfugiés palestiniens au Liban tant nous sommes convaincus par les différents travaux mis en œuvre pour le bien-être et l'éducation des enfants.

**Soutenez l'éducation populaire palestinienne !
Contactez-nous !**

Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (AFCGK) 3, rue Alfred Riom 44000 Nantes

E-mail : fcgk44@free.fr

Site internet : <http://fcgk44.free.fr>